

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/31841]

23 NOVEMBRE 2017. — Décret visant à mettre en place les organes compétents pour l'élaboration du référentiel relatif aux compétences initiales et à la révision des référentiels relatifs aux socles de compétences

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, il est inséré un chapitre Vter intitulé « Des organes compétents pour l'élaboration du référentiel relatif aux compétences initiales et à la révision des référentiels relatifs aux socles de compétences ».

Art. 2. Dans le chapitre Vter inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un article 60quinquies rédigé comme suit:

« Article 60quinquies. Les dispositions reprises dans le présent chapitre dérogent aux articles 13, 16 et 16bis, 25, 26, 35, 36, 39 et 39bis.

Art. 3. Dans le même chapitre Vter, il est inséré un article 60sexies rédigé comme suit:

« Article 60sexies. § 1^{er}. Un groupe de travail est créé afin d'élaborer le référentiel de compétences initiales.

Le groupe de travail comprend:

1° deux représentants effectifs et deux représentants suppléants du Service général de l'inspection désignés par le Gouvernement sur proposition de l'Administrateur général;

2° un délégué de l'Administration générale de l'Enseignement;

3° trois experts désignés par le Gouvernement sur proposition de la/du Ministre en charge de l'enseignement obligatoire, issus du monde académique, Universités, Hautes Ecoles, Ecoles Supérieures des Arts (ESA) ou reconnus pour leur expérience utile en matière d'enseignement ou leur expertise dans l'un ou plusieurs des sept domaines suivants:

a) le domaine « langues » incluant la langue française, les langues modernes, les langues anciennes;

b) le domaine de l'éducation culturelle et artistique;

c) le domaine de la formation mathématique, scientifique et technique;

d) le domaine de la citoyenneté et de la formation humaine et sociale;

e) le domaine de l'éducation physique, au bien-être et à la santé;

f) le domaine de la créativité, de l'engagement et de l'esprit d'entreprendre;

g) le domaine relatif à la capacité d'apprendre à apprendre et à celle de poser des choix.

4° deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant l'enseignement libre subventionné confessionnel;

5° un membre effectif et un membre suppléant représentant l'enseignement libre subventionné non confessionnel;

6° deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant l'enseignement officiel subventionné;

7° Un membre effectif et un membre suppléant représentant l'enseignement organisé par la Communauté française et désigné par le Gouvernement.

Les membres visés à l'alinéa 2, 4° à 7°, sont issus de l'enseignement maternel et/ou primaire et sont désignés par le Gouvernement sur proposition, chacun pour ce qui les concerne, du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française ou par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs.

Les membres enseignants visés à l'alinéa 2, 4° à 7°, sont chargés d'une mission au sens du décret du 24 juin 1996 portant réglementations des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Le Gouvernement fixe les modalités de détachement de ces enseignants.

Le Président du groupe de travail est désigné par le Gouvernement, sur la base d'une proposition préalable du Ministre en charge de l'enseignement obligatoire.

Il est désigné parmi les membres visés à l'alinéa 2, 1°. Cette présidence peut également être attribuée à un des membres visés à l'alinéa 2, 3° en raison de la pertinence particulière du profil de celui-ci ou de la spécificité du groupe de travail concerné.

Selon le cas, le nombre de membres visés à l'alinéa 2, 1° ou à l'alinéa 2, 3° est augmenté d'une unité.

Le Gouvernement détermine par arrêté les modalités spécifiques concernant le fonctionnement du groupe de travail.

§ 2. Un comité de lecture est attaché au groupe de travail chargé d'élaborer le référentiel des compétences initiales.

Le comité de lecture dispose de toute latitude pour commenter les productions du groupe de travail, pour proposer l'intégration de contenus d'apprentissages, pour évaluer le réalisme et l'intelligibilité des contenus d'apprentissages proposés. En tant qu'instance d'avis, le comité de lecture n'a cependant pas le pouvoir d'exiger l'application effective de leurs recommandations.

Outre son Président, le comité de lecture, comporte dix membres, dont huit enseignants en charge des enseignements visés par le référentiel en cours de production et deux personnes n'appartenant pas au monde de l'enseignement.

Le recrutement des membres du comité de lecture est réalisé par la voie d'un appel à candidatures dont le cadre général est fixé par un arrêté de Gouvernement.

Le comité de lecture est présidé par le Président du groupe de travail auquel il est attaché, ou le cas échéant, par son délégué.

Le Gouvernement détermine par arrêté les modalités spécifiques concernant le fonctionnement du Comité de lecture.

§ 3. Le groupe de travail veille, sous la responsabilité de son Président, à une transmission régulière d'informations sur l'état d'avancement de ses travaux et sur leur contenu au comité de lecture qui lui est dédié, de sorte que ce dernier puisse interagir avec le groupe de travail en cours de processus. Ces informations sont également transmises à la Commission des référentiels visée à l'article 60*nonies*.

Le groupe de travail prend en considération les commentaires et recommandations du comité de lecture qui lui est dédié. Ses réponses écrites sont transmises à la fois au comité de lecture et à la Commission des référentiels.

§ 4. À titre exceptionnel, à la demande des membres du comité de lecture, un membre représentant du comité de lecture peut assister à une ou plusieurs séances du groupe de travail pour pouvoir exprimer un point de vue particulier ou pour entendre le développement d'une discussion spécifique.

À l'initiative de l'un ou l'autre des deux groupes, une réunion commune des deux groupes peut être exceptionnellement convoquée.

§ 5. Le groupe de travail transmet les propositions relatives au référentiel de compétences initiales, préalablement approuvées par la Commission des référentiels visée à l'article 60*nonies*, au Président de la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.

Le Président de la Commission de pilotage en informe respectivement:

1° le Conseil général de l'enseignement fondamental créé par le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

2° le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé créé par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

S'il l'estime nécessaire, chaque Conseil général transmet des observations et/ou des recommandations au Président de la Commission de Pilotage.

La Commission de pilotage, si elle l'estime nécessaire, amende les propositions émanant du groupe de travail en tenant compte, le cas échéant, des observations et recommandations des Conseils généraux.

Le Président de la Commission de pilotage transmet au Gouvernement les propositions telles qu'elles ont été amendées ainsi que les propositions originales du groupe de travail et les observations et/ou les recommandations des Conseils généraux. »

Art. 4. Dans le même chapitre *Vter*, il est inséré un article 60*septies* rédigé comme suit:

« Article 60*septies*. § 1^{er}. Neuf groupes de travail dédiés à la révision des référentiels relatifs aux socles de compétences sont créés:

— Un GT faitier pour le français et les langues anciennes qui alternera les moments de réunion plénière et le travail en sous-groupes distincts;

— Un GT pour les langues modernes;

— Un GT pour la formation culturelle et artistique;

— Un GT pour les mathématiques;

— Un GT pour les sciences, dont l'éveil aux sciences. Ce groupe déclinera les apprentissages en distinguant progressivement trois sciences de base (physique, chimie, biologie);

— Un GT pour la formation manuelle, technique, technologique et numérique;

— Un GT faitier pour les sciences humaines, dont l'éveil aux sciences humaines, qui alternera les moments de réunion plénière et le travail en trois sous-groupes distincts, à savoir un sous-groupe histoire, un sous-groupe géographie et un sous-groupe sciences économiques et sociales;

— Un GT pour l'éducation physique et la santé;

— Un GT pour l'éducation philosophique et citoyenne.

Chaque groupe de travail comprend:

1° deux représentants effectifs et deux représentants suppléants du Service général de l'inspection désignés par le Gouvernement sur proposition de l'Administrateur général;

2° un délégué de l'Administration générale de l'Enseignement;

3° trois experts désignés par le Gouvernement sur proposition du Ministre en charge de l'enseignement obligatoire, issus du monde académique, Universités, Hautes Ecoles, Ecoles Supérieures des Arts (ESA) ou reconnus pour leur expérience utile en matière d'enseignement ou leur expertise dans l'un ou plusieurs des sept domaines suivants:

a) le domaine « langues » incluant la langue française, les langues modernes, les langues anciennes;

b) le domaine de l'éducation culturelle et artistique;

c) le domaine de la formation mathématique, scientifique et technique;

d) le domaine de la citoyenneté et de la formation humaine et sociale;

e) le domaine de l'éducation physique, au bien-être et à la santé;

f) le domaine de la créativité, de l'engagement et de l'esprit d'entreprendre;

g) le domaine relatif à la capacité d'apprendre à apprendre et à celle de poser des choix;

4° trois membres effectifs et deux membres suppléants représentant l'enseignement libre confessionnel subventionné;

5° un membre effectif et un membre suppléant l'enseignement libre non confessionnel subventionné;

6° deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant l'enseignement officiel subventionné;

7° Un membre effectif et un membre suppléant représentant l'enseignement organisé par la Communauté française et désignés par le Gouvernement;

Les membres visés à l'alinéa 2, 4° à 7°, sont issus de l'enseignement primaire et secondaire sont désignés par le Gouvernement sur proposition, chacun pour ce qui les concerne, du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française ou par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs.

Les membres enseignants visés à l'alinéa 2, 4° à 7°, sont chargés d'une mission au sens du décret du 24 juin 1996 portant réglementations des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Le Gouvernement fixe les modalités de détachement de ces enseignants.

Le Président du groupe de travail est désigné par le Gouvernement, sur la base d'une proposition préalable du Ministre en charge de l'enseignement obligatoire.

Il est désigné parmi les membres visés à l'alinéa 2, 1°. Cette présidence peut également être attribuée à un des membres visés à l'alinéa 2, 3° en raison de la pertinence particulière du profil de celui-ci ou de la spécificité du groupe de travail concerné.

Selon le cas, le nombre de membres visés à l'alinéa 2, 1° ou à l'alinéa 2, 3° est augmenté d'une unité.

Le Gouvernement détermine par arrêté les modalités spécifiques concernant le fonctionnement du groupe de travail.

§ 2. Un comité de lecture est attaché à chaque groupe de travail.

Le comité de lecture dispose de toute latitude pour commenter les productions du groupe de travail, pour proposer l'intégration de contenus d'apprentissages, pour évaluer le réalisme et l'intelligibilité des contenus d'apprentissages proposés. En tant qu'instance d'avis, le comité de lecture n'a cependant pas le pouvoir d'exiger l'application effective de leurs recommandations.

Outre son Président, chaque comité de lecture comporte dix membres, dont huit enseignants en charge des enseignements visés par le référentiel en cours de production et deux personnes n'appartenant pas au monde de l'enseignement.

Le recrutement des membres des comités de lecture est réalisé par la voie d'un appel à candidatures dont le cadre général est fixé par un arrêté de Gouvernement.

Les frais de déplacement exposés par les membres des comités de lecture sont pris en charge suivant le régime prévu pour les agents du Gouvernement de la Communauté française.

Le Comité de lecture est présidé par le Président du groupe de travail auquel il est attaché, ou le cas échéant, par son délégué.

Le Gouvernement détermine par arrêté les modalités spécifiques concernant le fonctionnement du Comité de lecture.

§ 3. Chaque groupe de travail dédié à la production des référentiels veille, sous la responsabilité de son président, à une transmission régulière d'informations sur l'état d'avancement de ses travaux et sur leur contenu au comité de lecture qui lui est dédié, de sorte que ce dernier puisse interagir avec le groupe de travail en cours de processus. Ces informations sont également transmises à la Commission des référentiels visée à l'article 60*nonies*.

Chaque groupe de travail prend en considération les commentaires et recommandations du comité de lecture qui lui est dédié. Ses réponses écrites sont transmises à la fois au comité de lecture et à la Commission des référentiels.

§ 4. À titre exceptionnel, à la demande des membres du comité de lecture, un membre représentant du comité de lecture peut assister à une ou plusieurs séances du groupe de travail pour pouvoir exprimer un point de vue particulier ou pour entendre le développement d'une discussion spécifique.

À l'initiative de l'un ou l'autre des deux groupes, une réunion commune des deux groupes peut être exceptionnellement convoquée.

§ 5. Les groupes de travail transmettent leurs propositions relatives au référentiel du Tronc Commun, préalablement approuvées par la Commission des référentiels visée à l'article 60*nonies*, au président de la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.

Le Président de la Commission de pilotage en informe respectivement:

1° le Conseil général de l'enseignement fondamental créé par le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental

2° le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

3° le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé créé par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

S'il l'estime nécessaire, chaque Conseil général transmet des observations et/ou des recommandations au président de la Commission de Pilotage.

La Commission de pilotage, si elle l'estime nécessaire, amende les propositions émanant des groupes de travail en tenant compte, le cas échéant, des observations et recommandations des Conseils généraux.

Le Président de la Commission de pilotage transmet au Gouvernement les propositions telles qu'elles ont été amendées ainsi que les propositions originales des groupes de travail et les observations et/ou recommandations des Conseils généraux. »

Art. 5. Dans le même chapitre Vter, il est inséré un article 60*octies* rédigé comme suit:

« Article 60*octies*. Pour baliser les activités des différents groupes de travail visés aux articles 60*sexies* et 60*septies* selon des principes communs et assurer la cohérence de l'ensemble des référentiels relatifs aux compétences initiales et aux socles de compétences, le Gouvernement adopte une Charte des référentiels qui détermine un ensemble de balises rédactionnelles et un canevas d'écriture.

Le Gouvernement transmet un cahier des charges spécifique à chacun des groupes de travail. Ce document apporte notamment des précisions sur le cadre de la mission, le mode de fonctionnement du groupe de travail, les visées de la discipline traitée et les livrables spécifiques attendus. »

Art. 6. Dans le même chapitre Vter, il est inséré un article 60nonies rédigé comme suit:

« Article 60nonies. § 1^{er}. Il est créé une Commission des référentiels chargée d'assurer la coordination des groupes de travail visés aux articles 60sexies et 60septies.

Cette instance, présidée par l'Administrateur général de l'Administration Générale de l'Enseignement ou une personne désignée par celui-ci, est composée comme suit:

- 1° un représentant du Ministre en charge de l'enseignement obligatoire;
- 2° deux représentants du Service général de l'inspection en la personne de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental et de l'inspecteur général de l'enseignement secondaire;
- 3° deux membres du service du pilotage, en veillant à ce que soient présents:
 - a) un membre du service du pilotage ayant une expertise/une implication dans l'élaboration des épreuves d'évaluation externe;
 - b) un membre du service du pilotage ayant une expertise/une implication dans la Commission des outils d'évaluation.
- 4° six représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs dont:
 - a) deux représentants de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel;
 - b) un représentant de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel;
 - c) un représentant des pouvoirs organisateurs officiels subventionnés organisant des écoles fondamentales, maternelles et primaires ordinaires et spécialisées, des écoles secondaires spécialisées et des établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;
 - d) un représentant des pouvoirs organisateurs officiels subventionnés organisant des écoles secondaires;
 - e) un représentant de l'Enseignement organisé par la Communauté française;
- 5° cinq experts issus du monde académique, Universités, Hautes Ecoles, Ecoles Supérieures des Arts (ESA) ayant une expérience ou une compétence en matière de curricula scolaires ou dans l'un des domaines suivants:
 - a) le domaine « langues » incluant la langue française, les langues modernes, les langues anciennes;
 - b) le domaine de l'éducation culturelle et artistique;
 - c) le domaine de la formation mathématique, scientifique et technique;
 - d) le domaine de la citoyenneté et de la formation humaine et sociale;
 - e) le domaine de l'éducation physique, au bien-être et à la santé.

Les membres visés à l'alinéa 2, 5°, sont désignés sur proposition du Ministre en charge de l'enseignement obligatoire.

Les membres de la Commission des référentiels sont désignés par un arrêté du Gouvernement. Pour Chaque membre effectif, à l'exception des experts, il est désigné un membre suppléant.

La Commission des référentiels établit des règles de fonctionnement dès le début de ses travaux, sous la responsabilité de son Président. Les règles de fonctionnement internes sont actées dans un procès-verbal approuvé par ses membres.

Le Gouvernement détermine par arrêté les modalités spécifiques concernant le fonctionnement de la Commission des référentiels.

§ 2. La Commission des référentiels vise notamment à coordonner les travaux des groupes de travail dédiés à la production des référentiels visés aux articles 60sexies et 60septies et à faire circuler entre eux les informations et les pratiques contribuant à la cohérence de l'ensemble des productions.

Ses missions sont plus spécifiquement les suivantes:

- 1° veiller à la bonne application de la Charte des référentiels, en particulier au respect des qualités attendues et des orientations fixées par cette dernière;
- 2° assurer la cohérence des référentiels entre eux, à la fois verticalement (entre années et niveaux) et horizontalement (entre domaines et disciplines);
- 3° veiller à ce que les contenus d'apprentissage et les attendus définissant les niveaux de maîtrise soient définis pour chaque domaine et discipline, conformément aux attentes spécifiées dans la Charte des référentiels;
- 4° veiller à ce que les approches transversales et interdisciplinaires du Tronc Commun, telles que définies par la Charte des référentiels, soient effectivement prises en charge par les groupes de travail;
- 5° veiller à la lisibilité des référentiels pour les différents utilisateurs et à la motivation des choix effectués;
- 6° S'assurer de la mise en place des comités de lecture en lien avec chaque groupe de travail pour l'élaboration des référentiels;
- 7° exercer un rôle d'arbitrage des éventuels différends au sein des groupes de travail ou entre ces derniers.

§ 3. Le Président de la Commission des référentiels fait rapport au Parlement de l'état d'avancement des travaux des groupes de travail lorsqu'il en fait la demande. »

Art. 7. L'article 8 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française est complété par un c. rédigé comme suit:

« c. les congés pour mission accordés aux personnes désignées comme membres des groupes de travail visés aux articles 60sexies et 60septies du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre peuvent porter sur des prestations équivalentes à un jour par semaine pour toute la durée de cette mission. »

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le 25 novembre 2017 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2019.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 23 novembre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—————
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Proposition de décret, n° 545-1. – Rapport de commission, 545-2

Amendement de séance, n° 545-3 – Texte adopté en séance, n° 545-4

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 22 novembre 2017.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31841]

23 NOVEMBER 2017. — Decreet betreffende de installatie van organen bevoegd voor het opmaken van het referentiesysteem betreffende de initiële competenties en de herziening van de referentiesystemen betreffende de eindtermen voor de eerste acht leerjaren van het leerplichtonderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt een hoofdstuk *Vter* ingevoegd, luidend als volgt: « Bevoegde organen voor het opmaken van het referentiesysteem betreffende de initiële competenties en de herziening van de referentiesystemen betreffende de eindtermen voor de eerste acht leerjaren van het leerplichtonderwijs ».

Art. 2. In het hoofdstuk *Vter* ingevoegd bij artikel 1, wordt een artikel 60*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt:
« Artikel 60*quinquies*. De bepalingen opgenomen in dit hoofdstuk wijken af van de artikelen 13, 16 en 16*bis*, 25, 26, 35, 36, 39 en 39*bis*.

Art. 3. In hetzelfde hoofdstuk *Vter*, wordt een artikel 60*sexies* ingevoegd, luidend als volgt:
« Artikel 60*sexies*. § 1. Er wordt een werkgroep opgericht om het referentiesysteem van de initiële competenties op te maken.

De werkgroep bestaat uit:

1° twee werkende vertegenwoordigers en twee plaatsvervangende vertegenwoordigers van de Algemene Inspectiedienst, aangesteld door de Regering op voorstel van de Administrateur-generaal;

2° een afgevaardigde van het Algemeen Bestuur Onderwijs;

3° drie deskundigen, aangesteld door de Regering op voorstel van de Minister belast met het leerplichtonderwijs, afkomstig uit de academische wereld, de Universiteiten, de Hogescholen, de Hogere Kunstschole (ESA) of erkend voor hun nuttige ervaring inzake het onderwijs of voor hun deskundigheid in één of meer van de zeven volgende domeinen:

a) het domein « talen » met inbegrip van de Franse taal, de moderne talen, de oude talen;

b) het domein van de culturele en artistieke opvoeding;

c) het domein van de wiskundige, wetenschappelijke en technische opleiding;

d) het domein van de burgerzin en van de menselijke en sociale opleiding;

e) het domein van de lichamelijke opvoeding, het welzijn en de gezondheid;

f) het domein van de creativiteit, de verplichting en de ondernemingsgeest;

g) het domein van het vermogen om te leren leren en het vermogen om keuzes te maken.

4° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden die het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigen;

5° één werkend lid en één plaatsvervangend lid die het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigen;

6° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden die het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigen;

7° een werkend lid en een plaatsvervangend lid die het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en die aangesteld worden door de Regering.

De leden bedoeld in het tweede lid, 4° tot 7°, zijn afkomstig uit het kleuteronderwijs en/of het lager onderwijs en worden aangesteld door de Regering op voorstel, ieder wat hen betreft, door de Algemene Dienst voor het Onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten.

De leden van het onderwijzend personeel bedoeld in artikel 2, 4° tot 7°, zijn belast met een opdracht in de zin van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs. De Regering bepaalt de nadere regels voor de detachering van deze leerkrachten.

De Voorzitter van de werkgroep wordt aangesteld door de Regering, op basis van een voorafgaand voorstel van de Minister belast met het leerplichtonderwijs.

Hij wordt aangesteld onder de leden bedoeld in het tweede lid 2, 1°. Dit voorzitterschap kan ook toegekend worden aan één van de leden bedoeld in het tweede lid, 3° wegens de bijzondere relevantie van zijn profiel of de specificiteit van de betrokken werkgroep.

Naargelang het geval wordt het aantal leden bedoeld in het tweede lid, 1° of in het tweede lid 2, 3° met één eenheid vermeerderd.

De Regering bepaalt bij besluit de specifieke nadere regels voor de werking van de werkgroep.

§ 2. Een leescomité wordt gebonden aan de werkgroep die belast wordt met de uitvoering van het referentiesysteem van de initiële competenties.

Het leescomité is geheel vrij om de producties van de werkgroep uit te leggen, om de integratie van de leerinhouden voor te stellen, om het realisme en de begrijpelijkheid van de voorgestelde leerinhouden te evalueren. Als adviesinstantie is het leescomité nochtans niet bevoegd om de werkelijke toepassing van hun aanbevelingen te eisen.

Naast zijn Voorzitter bestaat het leescomité uit tien leden, waaronder acht leerkrachten belast met het onderwijs bedoeld door het referentiesysteem dat thans wordt uitgewerkt en twee personen die niet tot het onderwijs behoren.

De leden van het leescomité worden aangeworven via een oproep tot kandidaten waarvan de algemene personeelsformatie door een besluit van de Regering wordt vastgesteld.

Het leescomité wordt voorgezeten door de Voorzitter van de werkgroep waaraan hij gebonden is of, in voorkomend geval, door zijn afgevaardigde.

De Regering bepaalt bij besluit de specifieke nadere regels voor de werking van het leescomité.

§ 3. De werkgroep zorgt, onder de verantwoordelijkheid van zijn voorzitter, voor een regelmatig doorgeven van informatie over de stand van zaken van zijn werkzaamheden en over de inhoud ervan aan het leescomité zodat dit comité en de werkgroep tijdens het proces elkaar kunnen beïnvloeden. Deze informatie wordt ook doorgegeven aan de Commissie voor de referentiesystemen bedoeld in artikel 60*nonies*.

De werkgroep analyseert de commentaren en aanbevelingen van het leescomité dat voor hem werkt. Zijn schriftelijke antwoorden worden tegelijkertijd bezorgd aan het leescomité en aan de Commissie voor de referentiesystemen.

§ 4. Uitzonderlijk, op aanvraag van de leden van het leescomité, kan een lid dat het leescomité vertegenwoordigt, één of meer vergaderingen van de werkgroep bijwonen om een bijzonder standpunt te kunnen uitdrukken of om de ontwikkeling van een specifieke discussie te horen.

Op initiatief van één of andere van beide werkgroepen kan een gemeenschappelijke vergadering van beide groepen uitzonderlijk bijeengeroepen worden.

§ 5. De werkgroep bezorgt de voorstellen betreffende het referentiesysteem van de initiële competenties die op voorhand goedgekeurd werden door de Commissie voor de referentiesystemen bedoeld in artikel 60*nonies*, aan de Voorzitter van de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap.

De voorzitter van de Sturingscommissie licht hierover respectievelijk de volgende raden in :

1° De Algemene Raad voor het basisonderwijs opgericht bij het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen;

2° de Algemene Overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs opgericht bij het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Elke Algemene Raad, indien hij het nodig acht, bezorgt de opmerkingen en/of de aanbevelingen aan de Voorzitter van de Sturingscommissie.

De Sturingscommissie, indien zij het nodig acht, verbetert de voorstellen van de werkgroep, rekening houdend, in voorkomend geval, met de opmerkingen en aanbevelingen van de Algemene Raden.

De Voorzitter van de Sturingscommissie stuurt de Regering de voorstellen zoals ze verbeterd werden, alsook de originele voorstellen van de werkgroep en de opmerkingen en/of de aanbevelingen van de Algemene Raden. »

Art. 4. In hetzelfde hoofdstuk *Vter*, wordt een artikel 60*septies* ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 60*septies*. § 1. Negen werkgroepen besteed aan de herziening van de referentiesystemen betreffende de eindtermen voor de eerste acht leerjaren van het leerplichtonderwijs worden opgericht:

— Een overkoepelende werkgroep voor het Frans en de oude talen die de tijd van de plenaire vergadering en het werk in verschillende subgroepen zal doen afwisselen;

— Een werkgroep voor moderne talen;

— Een werkgroep voor de culturele en artistieke opleiding;

— Een werkgroep voor wiskunde;

— Een werkgroep voor de wetenschappen waaronder de eerste sensibilisering voor de wetenschappen. Deze groep zal de leerprocessen opgeven door een progressief onderscheid te maken tussen drie basiswetenschappen (fysica, chemie, biologie);

— Een werkgroep voor de hand-, technische, technologische en digitale opleiding;

— Een overkoepelende werkgroep voor de menswetenschappen, waaronder de eerste sensibilisering voor menswetenschappen die de tijd van de plenaire vergadering en het werk in drie subgroepen zal doen afwisselen, inzonderheid een subgroep geschiedenis, een subgroep aardrijkskunde en een subgroep economische en sociale wetenschappen;

— Een werkgroep voor de lichamelijke opvoeding en de gezondheid;

— Een werkgroep voor de filosofische en burgeropleiding.

Elke werkgroep bestaat uit:

1° twee werkende vertegenwoordigers en twee plaatsvervangende vertegenwoordigers van de Algemene Inspectiedienst, aangesteld door de Regering op voorstel van de Administrateur-generaal;

2° een afgevaardigde van het Algemeen bestuur Onderwijs;

3° drie deskundigen, aangesteld door de Regering op voorstel van de Minister belast met het leerplichtonderwijs, afkomstig uit de academische wereld, de Universiteiten, de Hogescholen, de Hogere Kunstschole (ESA) of erkend voor hun nuttige ervaring inzake onderwijs of hun deskundigheid in één of meer van de zeven volgende domeinen :

a) het domein « talen » met inbegrip van de Franse taal, de moderne talen, de oude talen;

b) het domein van de culturele en artistieke opvoeding;

c) het domein van de wiskundige, wetenschappelijke en technische opleiding;

d) het domein van burgerschap en de menselijke en sociale opleiding;

e) het domein van de lichamelijke opvoeding, het welzijn en de gezondheid;

f) het domein van de creativiteit, de verplichting en de ondernemingsgeest;

g) het domein betreffende van het vermogen om te leren leren en het vermogen om keuzes te maken;

4° drie werkende leden en twee plaatsvervangende leden die het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs vertegenwoordigen;

5° een werkend lid en een plaatsvervangend lid die het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij onderwijs vertegenwoordigen;

6° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden die het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigen;

7° een werkend lid en een plaatsvervangend lid die het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en die aangesteld worden door de Regering;

De leden bedoeld in het tweede lid, 4° tot 7°, zijn afkomstig uit het lager en secundair onderwijs en worden aangesteld door de Regering op voorstel, elk wat hen betreft, van de Algemene Dienst voor het Onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten.

De leden van het onderwijzend personeel bedoeld in het tweede lid, 4° tot 7°, zijn belast met een opdracht in de zin van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs. De Regering bepaalt de nadere regels voor de detachering van deze leerkrachten.

De Voorzitter van de werkgroep wordt aangesteld door de Regering, op basis van een voorafgaand voorstel van de Minister belast met het leerplichtonderwijs.

Hij wordt aangesteld onder de leden bedoeld in het tweede lid, 1°. Dit voorzitterschap kan ook toegekend worden aan één van de leden bedoeld in het tweede lid, 3° wegens de bijzondere relevantie van zijn profiel of de specificiteit van de betrokken werkgroep.

Naargelang het geval wordt het aantal leden bedoeld in het tweede lid, 1° of in het tweede lid 2, 3° met één eenheid vermeerderd.

De Regering bepaalt bij besluit de specifieke nadere regels voor de werking van de werkgroep.

§ 2. Een leescomité wordt verbonden aan elke werkgroep.

Het leescomité is geheel vrij om de producties van de werkgroep uit te leggen, om de integratie van de leerinhouden voor te stellen, om het realisme en de begrijpelijkheid van de voorgestelde leerinhouden te evalueren. Als adviesinstantie is het leescomité nochtans niet bevoegd om de werkelijke toepassing van hun aanbevelingen te eisen.

Naast zijn Voorzitter bestaat elk leescomité uit tien leden, waaronder acht leerkrachten belast met het onderwijs bedoeld door het referentiesysteem dat thans wordt uitgewerkt en twee personen die niet tot het onderwijs behoren.

De leden van de leescomités worden aangeworven via een oproep tot kandidaten waarvan de algemene personeelsformatie bij een besluit van de Regering wordt vastgesteld.

De verplaatsingskosten van de leden van de leescomités worden ten laste genomen volgens het stelsel voorzien voor de personeelsleden van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Het leescomité wordt voorgezeten door de Voorzitter van de werkgroep waaraan hij verbonden is, of in voorkomend geval door zijn afgevaardigde.

De Regering bepaalt bij besluit de specifieke nadere regels voor de werking van het leescomité.

§ 3. Elke werkgroep belast met de productie van de referentiesystemen zorgt, onder de verantwoordelijkheid van zijn voorzitter, voor een regelmatig doorgeven van informatie over de stand van zaken van zijn werkzaamheden en over hun inhoud aan het leescomité zodat dit comité en de werkgroep tijdens het proces elkaar kunnen beïnvloeden. Deze informatie wordt ook doorgegeven aan de Commissie voor de referentiesystemen bedoeld in artikel 60*nonies*.

Elke werkgroep analyseert de commentaren en aanbevelingen van het leescomité. Zijn schriftelijke commentaren worden tegelijkertijd bezorgd aan het leescomité en de Commissie voor de referentiesystemen.

§ 4. Uitzonderlijk, op aanvraag van de leden van het leescomité kan een lid dat het leescomité vertegenwoordigt, één of meer vergaderingen van de werkgroep bijwonen om een bijzonder standpunt te kunnen uitdrukken of om de ontwikkeling van een specifieke discussie te horen.

Op initiatief van één of andere van beide werkgroepen kan een gemeenschappelijke vergadering van beide groepen uitzonderlijk bijeengeroepen worden.

§ 5. De werkgroepen bezorgen hun voorstellen betreffende het referentiesysteem van de gemeenschappelijke kern die op voorhand goedgekeurd werden door de Commissie voor de referentiesystemen bedoeld in artikel 60*nonies*, aan de Voorzitter van de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap.

De voorzitter van de Sturingscommissie licht hierover respectievelijk de volgende raden in :

1° de Algemene Raad voor het basisonderwijs opgericht bij het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen;

2° de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

3° de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs opgericht bij het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Elke Algemene Raad, indien hij het nodig acht, bezorgt de opmerkingen en/of de aanbevelingen aan de Voorzitter van de Sturingscommissie.

De Sturingscommissie, indien zij het nodig acht, verbetert de voorstellen van de werkgroepen, rekening houdend, in voorkomend geval, met de opmerkingen en aanbevelingen van de Algemene Raden.

De Voorzitter van de Sturingscommissie stuurt aan de Regering de voorstellen zoals ze verbeterd werden, alsook de originele voorstellen van de werkgroepen en de opmerkingen en/of de aanbevelingen van de Algemene Raden. »

Art. 5. In hetzelfde hoofdstuk *Vter* wordt een artikel 60*octies* ingevoegd, luidend als volgt:

« Article 60*octies*. Om de activiteiten van de verschillende werkgroepen bedoeld in de artikelen 60*sexies* en 60*septies* af te bakenen volgens de gemeenschappelijke beginsels en om voor de coherentie van het geheel van de referentiesystemen betreffende de initiële competenties en de eindtermen voor de eerste acht leerjaren van het leerplichtonderwijs te zorgen, neemt de Regering een Handvest van de referentiesystemen aan dat een geheel van afbakenende teksten en een opstelschema bepaalt.

De Regering bezorgt een specifieke lijst van opdrachten aan elke werkgroep. Dit document geeft inzonderheid verduidelijkingen over het kader van de opdracht, de werkingswijze van de werkgroep, de bedoelingen van het behandelde vak en verwachte specifieke resultaten. »

Art. 6. In hetzelfde hoofdstuk *Vter*, wordt een artikel 60*nonies* ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 60*nonies*. § 1. Er wordt een Commissie voor de referentiesystemen opgericht, die belast wordt met de coördinatie van de werkgroepen bedoeld in de artikelen 60*sexies* en 60*septies*.

Deze instantie, voorgezeten door de Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs of een persoon aangesteld door hem, is samengesteld als volgt :

1° een vertegenwoordiger van de Minister belast met het leerplichtonderwijs;

2° twee vertegenwoordigers van de Algemene Inspectiedienst in de persoon van de inspecteur-generaal van het basisonderwijs en van de inspecteur-generaal van het secundair onderwijs;

3° twee leden van de sturingsdienst waarbij gezorgd wordt dat de volgende personen aanwezig zijn:

a) één lid van de sturingsdienst met een deskundigheid/een betrokkenheid in de uitwerking van de externe evaluatieproeven;

b) één lid van de sturingsdienst met een deskundigheid/een betrokkenheid in de Commissie voor de evaluatiemiddelen.

4° zes vertegenwoordigers van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten waaronder:

a) twee vertegenwoordigers van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs;

b) een vertegenwoordiger van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs;

c) een vertegenwoordiger van de gesubsidieerde officiële inrichtende machten die de basis-, kleuter- en lagere scholen organiseren, alsook de gespecialiseerde secundaire scholen en de inrichtingen voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

d) een vertegenwoordiger van de gesubsidieerde officiële inrichtende machten die de secundaire scholen organiseren;

e) een vertegenwoordiger van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

5° vijf deskundigen afkomstig uit de academische wereld, de Universiteiten, de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen met een ervaring of een bekwaamheid inzake schoolcurricula of in één van de volgende domeinen:

a) het domein « talen » met inbegrip van de Franse taal, de moderne talen, de oude talen;

b) het domein van de culturele en artistieke opvoeding;

c) het domein van de wiskundige, wetenschappelijke en technische opleiding;

- d) het domein van de burgerzin en menselijke en sociale opleiding;
- e) het domein van de lichamelijke opvoeding, het welzijn en de gezondheid.

De leden bedoeld in het tweede lid, 5°, worden aangesteld op voorstel van de Minister belast met het leerplichtonderwijs.

De leden van de Commissie voor de referentiesystemen worden aangesteld bij besluit van de Regering. Voor elk werkend lid, met uitzondering van de deskundigen, wordt een plaatsvervangend lid aangesteld.

De Commissie voor de referentiesystemen stelt de werkingsregels vast sinds het begin van haar werkzaamheden, onder de verantwoordelijkheid van haar Voorzitter. De interne werkingsregels worden opgenomen in een proces-verbaal dat door haar leden wordt goedgekeurd.

De Regering bepaalt bij besluit de specifieke nadere regels voor de werking van de Commissie voor de referentiesystemen.

§ 2. De Commissie voor de referentiesystemen heeft als opdracht inzonderheid de coördinatie van de werkzaamheden van de werkgroepen die worden belast met de productie van de referentiesystemen bedoeld in de artikelen 60*sexies* en 60*septies* en met het doorsturen van de informatie onder elkaar en het meedelen van praktijken die bijdragen tot de coherentie van het geheel van de producties.

Haar opdrachten zijn in het bijzonder de volgende :

1° zorgen voor de goede toepassing van het Handvest van de referentiesystemen, inzonderheid de naleving van de verwachte kwaliteiten en de studierichtingen bepaald door deze laatste;

2° zorgen voor de coherentie van de referentiesystemen onder elkaar, tegelijkertijd verticaal (tussen jaren en niveaus) en horizontaal (tussen domeinen en vakken);

3° ervoor zorgen dat de leerinhouden en de verwachte competenties die de beheersingsniveaus bepalen, voor elk domein en vak worden bepaald, overeenkomstig de verwachtingen die in het Handvest van referentiesystemen vastgesteld zijn;

4° ervoor zorgen dat de transversale en interdisciplinaire benaderingen van de gemeenschappelijke kern, zoals bepaald in het Handvest van de referentiesystemen, effectief door de werkgroepen worden behandeld;

5° zorgen voor de leesbaarheid van de referentiesystemen voor de verschillende gebruikers en de motivering van de gemaakte keuzes;

6° zorgen voor de instelling van de leescomités in verband met elke werkgroep voor de uitwerking van de referentiesystemen;

7° de arbitrage uitoefenen tussen de mogelijke geschillen binnen de werkgroepen of onder hen.

§ 3. De Voorzitter van de Commissie voor de referentiesystemen brengt verslag aan het Parlement uit over de stand van zaken van de werkzaamheden van de werkgroepen als het Parlement erom vraagt. »

Art. 7. Artikel 8 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, wordt aangevuld met een c., luidend als volgt :

« c. kunnen de verloven wegens opdracht, toegekend aan personen die aangesteld worden als lid van de werkgroepen bedoeld in de artikelen 60*sexies* en 60*septies* van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren,

betrekking hebben op prestaties die gelijk zijn aan één dag per week voor de gehele duur van die opdracht. »

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op 25 november 2017 en treedt buiten werking op 31 december 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 november 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 545-1.

Commissieverslag, nr. 545-2. – Vergaderingsamendement, nr. 545-3. - In vergadering aangenomen tekst, nr. 545-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. - Vergadering van 22 november 2017.